

Révolution Socialiste n°992 d'octobre 2012

lundi 22 octobre 2012, par [GRS](#), [PIERRE-CHARLES Philippe](#), [RUSTAL Max](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2012).

Sommaire

- [PRENDRE EN CHARGE NOUS-MÊMES](#)
- [SOCOPMA , DIAMOND'S ROCK](#)
- [POUR L' HOPITAL PUBLIC, \(...\)](#)
- [LUREL, LA VIE CHÈRE ET NOUS](#)
- [MISE AU POINT](#)
- [LE COMBAT DU SIÈCLE DE Raymond](#)
- [HORIZON SOMBRE POUR LES BRÛLÉS](#)
- [ÉPANDAGE AÉRIEN : IMPOSER](#)
- [GLORIYE SEPTANM 70 : UN \(...\)](#)
- [INTERVENTION DU GRS AU MEETING](#)
- [COMMUNIQUE DU GROUPE REVOLUTIO](#)
- [NOTES SUR LA SITUATION EN](#)
- [« LE CHANGEMENT C' EST MAINTEN](#)
- [PRÉSIDENTIELLES AUX USA, \(...\)](#)

PRENDRE EN CHARGE NOUS-MÊMES NOTRE DESTIN !

Editorial

Les classes dirigeantes et possédantes constituent une classe sans pudeur et sans vergogne, et comme on dit chez nous, san manman. Quelle que soit la période et la situation, elles entendent être économiquement toujours les gagnantes, sinon jamais les grandes perdantes.

Il suffit de regarder la demande de double-nationalité franco-belge faite par Bernard Arnault (quatrième fortune mondiale et P.D.G. du groupe LVMH spécialisé dans les produits de luxe) afin de préserver ses profits en s'expatriant en Belgique, pour d'en convaincre.

Hier et avant-hier, lorsque la situation économique n'avait pas encore atteint la crise qu'on lui connaît de nos jours et qu'elles engrangeaient des bénéfices considérables à l'abri alternativement des équipes politiques de droite comme de gauche, l'idée d'un partage d'une fraction de leurs profits ne pouvait, selon elles, être de circonstance.

Et pour cause, en raison du fameux théorème de Schmidt selon lequel « *les profits d'aujourd'hui faisant les investissements de demain, et les emplois d'après-demain* », on nous assénait que c'était scier la branche sur laquelle on était assis et risquer, au motif d'une redistribution d'un immédiat clinquant et sonnante, d'hypothéquer les emplois et d'assombrir l'avenir. Aujourd'hui, avec la crise de leur système, le nouveau théorème qu'ils nous servent, toujours en défense de leurs intérêts est : « les acquis sociaux d'hier sont les coûts d'aujourd'hui » et les pesanteurs dont il faudrait selon eux, se débarrasser !

Comprenez qui pourra avec leur « jeu ». Côté face, hier ils gagnaient. Côté pile aujourd'hui, ils ne perdent pas. Et ce sont les salariés et la majorité de la population qui font les frais de l'austérité !

Et c'est ce qui explique qu'aujourd'hui, dans le monde, il y a 25 millions de millionnaires représentant 0,5% de la population qui concentrent à eux seuls 36 % des richesses mondiales selon un rapport de 2011 du Crédit Suisse. Eh bien, il faudra un jour que nous allions regarder de près cette crise dans laquelle nous sommes constamment les éternels perdants.

Et surtout ses causes - apparemment surnaturelles - laissées à des spécialistes, qui semblent n'avoir pour solutions que celles offertes par les libéraux de droite (UMP et cie) et de gauche (PS et cie), et à propos desquelles les députés que nous avons récemment élus (Nestor Azérot, Serge Letchimy, Alfred Marie Jeanne et Jean-Philippe Nilor) nous entretiennent peu ou pas, intéressés qu'ils sont uniquement par leurs querelles politiciennes de pouvoir (PPM et alliés contre MIM et allés).

Aujourd'hui qu'on nous chante toutes sortes d'histoires pour nous convaincre de notre incapacité à penser et à changer le système, il faut que nous ayons en tête que le capitalisme n'a rien d'éternel. Qu'il a succédé à des systèmes ancestraux qui ont été renversés eux aussi, et qui tout autant que de nos jours, apparaissaient aux yeux des générations de nos ancêtres, comme éternels.

Alors, pour qu'il disparaisse et que nous, la majorité, vivions un jour mieux en garantissant l'essentiel de nos besoins (travail, santé, éducation, logement, transport, défense de l'environnement...), il nous faudra cesser d'être des spectateurs de la nonvie que les nantis nous offrent.

Ce qui passe par retrouver confiance dans notre camp social et ne faire confiance qu'à nous-mêmes et à notre capacité à contrôler celles/ceux que nous aurons élus.

C'est à dire prendre en charge nous-mêmes notre destin.

M.D.

SOCOPMA , DIAMOND'S ROCK, HOTEL BAIE DU GALION, CAD HOME ... CONTROLE OUVRIER ET INITIATIVE POPULAIRE, LES SEULS REMÈDES !

Une série de dossiers économiques et sociaux alimente en ce moment l'indignation et la colère de tout démocrate sensé. Il se trouve que malgré leur diversité, ces dossiers prouvent une même chose : le contrôle des travailleurs/ses, l'initiative des masses à la base et au sommet sont les ingrédients indispensables pour sortir du marasme.

Comment ne pas sentir monter en soi la colère quand on constate les dégâts causés par la gabegie, l'impéritie, la magouille, la rapacité, l'incompétence de quelques un-e-s ? Si les masses trinquent alors que les chefs petits et grands s'empiffrent dans leur coin, en toute opacité c'est que quelque chose ne tourne pas rond dans le contrôle exercé par la base.

Aujourd'hui on constate que les fautes de gestion dans la coopérative agricole, malgré les avertissements du syndicat, conduisent à la catastrophe et aux licenciements. Il ne suffit pas d'avoir une coopérative. Si un contrôle ouvrier vigilant, actif et non entravé ne s'exerce pas en permanence,

le pire est à craindre.

Au Diamond's rock, la gestion par une SEM, la SEMAVILLE, n'est pas en soi une garantie si la transparence ne règne pas et si les travailleurs ne font pas l'effort suffisant pour imposer de façon radicale le triomphe des intérêts collectifs. Là aussi l'opacité règne. Un hôtel avec un excellent taux de remplissage qui peine à payer les salaires ! On marche sur la tête ! Et les chefs sont incapables de nous expliquer ce qui se passe ! Ils s'irritent que le syndicat veuille mettre son nez un peu plus dans les dossiers ! ils jouent à cache-cache comme des irresponsables en attendant l'explosion que les belles paroles ne permettront pas d'éviter un jour ou l'autre !

À l'hôtel BDG, même cinéma pour mener en bateau les salarié-e-s, cacher les intentions, voler la sécu, laisser la dégradation s'installer, faire des promesses sans les tenir, mentir comme des gamins affirmant qu'ils n'ont pas touché à la confiture quand toutes leurs bouches en sont encore bardées en haut en bas à droite à gauche.

À Cad'home, on est dans l'associatif, théoriquement non lucratif mais on viole la loi sans retenue au vu et au su de l'administration du Pôle emploi qui visiblement n'en a rien à foutre dès lors que les statistiques de CAEDOM sont remplies et tandis que « nos » parlementaires qui ont voté cette merde ne manifestent aucun souci de savoir comment cela se passe sur le terrain malgré les cris et les grèves des syndicats.

L'associatif aussi peut être un lieu de pwofitasyon dès lors que les salarié-e-s laissent faire par peur des représailles. On en sait quelque chose à l'ADAPEI où des énergumènes mégalos ou/et administrateurs peu scrupuleux, mesquins ne reculant devant aucune petite magouille ou vilénie se permettent de licencier sans même respecter les formalités légales pour assouvir des petites vengeances ! Beurk ! Et là aussi rien à faire si la vigilance ouvrière défaille et si cette vigilance ne s'applique pas jusqu'y compris sur les responsables syndicaux eux-mêmes !

La leçon dans tous ces dossiers (et nous n'avons donné que des exemples !) est claire : l'émancipation des travailleuses et travailleurs sera l'œuvre des travailleurs/ses eux/elles mêmes ! Pas demain, dans la société idéale, mais tout de suite, dans le quotidien, ici, maintenant, lamenn. Cela demande vigilance, énergie, initiative, détermination ? OUI ! Et alors ?

POUR L' HOPITAL PUBLIC, FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX, FAIRE PLUS VITE !

S'imaginer que l'on résoudra les problèmes de personnel, de matériel, d'équipement de l'hôpital public sans imposer au gouvernement un rapport de force conséquent, c'est rêver les yeux grands ouverts. La politique appliquée ici ne trouve pas ses racines dans le zèle de tel ou tel directeur d'hôpital ou d'ARS, aussi lamentable que soit ce zèle. Les racines plongent dans le système social avec ses institutions étatiques, européennes, mondiales. Au service de nantis, ce système ne concède que ce qui lui est imposé par la résistance des masses dans la défense de leurs acquis. Comme le reste, la santé est dans le collimateur des fanatiques intégristes de la privatisation. Et celle-ci charrie avec elle la dégradation du service public, le renchérissement des prestations fournies et à terme l'augmentation du coût supporté par la société. Le tout au profit de poignées de profiteurs.

Pour renverser la vapeur, il faut une confrontation sociale et politique avec les gouvernants. L'équipe de Hollande, avec quelques mesurette et grâce aux illusions créées réussit à retarder

l'échéance, avec la complicité des Chérèque et Thibault. Mais les tendances lourdes demeurent. Chez nous, poser le problème en ces termes conduit à affirmer une conclusion indiscutable : le mouvement social, la gauche syndicale et politique doivent mettre à la poubelle non pas les divergences (on ne les éliminera pas par un coup de baguette) mais les querelles de boutiques qui elles, nous renvoient des années en arrière. Il faut organiser la lutte dans un cadre unitaire incluant non seulement

une vraie intersyndicale mais aussi la population à travers ses associations et organisations politiques progressistes et prolétariennes. Impliquer les élu-e-s est une chose positive mais ces bonnes personnes se trouvent être membres de partis avec des centaines de membres et des dizaines de milliers d'électrices et électeurs, malgré le fort taux d'abstention.

Si ces partis faisaient l'effort de mobiliser un dixième de leurs électeurs/trices dans la rue, les quartiers, les entreprises, etc. la situation serait radicalement différente. Cela créerait les conditions pour s'adresser aux mouvements sociaux de Guadeloupe, de Guyane, de France, de Réunion, d'Europe pour poser le problème avec la force nécessaire. C'est alors que les ministres que l'intersyndicale de la santé cherche péniblement à rencontrer commenceraient à nous prendre vraiment au sérieux.

La responsabilité des dirigeants syndicaux est grande. 2009 a montré que l'impulsion vient du monde syndical. En donnant par une unité vraie le signal attendu, ce mouvement syndical doit s'adresser ouvertement aux organisations politiques démocratiques sans exclusives et sortir ainsi du tête-à-tête avec les seuls élus et autres corps particuliers.

La santé est notre affaire à toutes et à tous, répète-t-on ici et là. Et si on passait à la pratique ?

Correspondant

LUREL, LA VIE CHÈRE ET NOUS

Victorin Lurel a, paraît-il, fait l'unanimité quelque part au parlement pour « sa » loi contre la vie chère. Je suis content pour lui. Sur le terrain, en revanche, du côté des victimes de la dite vie chère, c'est le scepticisme qui règne. L'opinion publique serait-elle mal informée ? Ingrate ? Désabusée par principe ? Ce n'est pas si simple !

Voyons de plus près. En gros, la loi en cours d'adoption reprend pour l'essentiel des dispositions déjà existantes en matière de concurrence et ajoute une sorte d'application de la loi née du mouvement de 2009 et permettant au gouvernement, face à l'abus, de fixer les prix des produits de première nécessité. La nouvelle loi confie aux préfets cette tâche mais après une « négociation » entre les acteurs professionnels. Attendre des miracles de ce système, c'est s'imaginer que les acteurs en question auront à cœur de tempérer leur pwofitasyon et que les préfets auront la volonté de les contraindre à tempérer leur voracité. Cette double naïveté n'aveuglera pas grand monde, à part les « unanimes » bien suspects du Parlement !

Le mouvement de 2009 a prouvé plusieurs choses qu'il est bon de rappeler :

1. La sacrosainte loi du « libéralisme » suivant laquelle le meilleur des mondes serait celui où les

prix se fixent librement loin du « terrorisme » de « l'économie administrée » ne vaut rien. La force du mouvement les a obligé à aller contre ce dogme, à légiférer et c'est ce qu'ils sont obligés de refaire aujourd'hui, avec, bien sûr, une maladresse (?) bien voulue !

2. Le peuple est le seul recours pour les obliger à sortir de leur passivité complice face à la pwofitasyon « normale ».

3. L'efficacité commande de sortir du mythe de la « concurrence libre et non faussée ». Dans le capitalisme, tout est libre en matière de profit et tout est faussé en matière de justice pour le plus grand nombre.

La preuve par 9 n'a pas tardé à venir après 2009. On nous avait promis : « Le K5F n'a pas réussi à faire baisser les prix (premier mensonge, par omission), Leclerc réussira (deuxième mensonge par...publicité mensongère si on peut dire !). Car, où est passé Leclerc ? oué le ? La réalité est que la concurrence produit naturellement l'élimination des plus faibles et le retour à une concentration plus forte encore ! Ainsi la disparition du groupe Lancry aboutit à une concentration plus forte aux mains des deux principaux acteurs. C'est la loi du système, l'effet inéluctable de la concurrence »libre et non faussée". Il en résulte que toutes celles et tous ceux qui cherchent dans cette voie (pas seulement Lurel, hélas) font fausse route.

Nos propositions prennent le chemin inverse :

1. Toute négociation sur les prix doit inclure autour de la table les représentant-e-s de la population issue-s du mouvement social. Toute la stratégie des « États généraux » de Sarkozy a consisté, malheureusement avec succès, à nous en exclure. Et ça continue aujourd'hui.

2. Les mesures à prendre doivent aussi inclure la population dans la définition et dans le contrôle des dispositifs.

3. Ces mesures ne doivent pas éviter de faire des incursions dans l'organisation intouchable du capitalisme. A titre d'exemple nous prônons la mise en place d'une centrale publique d'achat pour ne pas subir la toute puissance du lobby importateur, la mise en place de la transparence sur les marges bénéficiaires des distributeurs pour révéler les scandales et agir contre eux.

4. Ajoutons qu'il faut aller audelà : les racines de la vie chère ne sont pas seulement à l'intérieur. Ainsi on ne réduira pas sérieusement les prix de l'essence si on porte le regard uniquement sur la SARA comme si il n'y aura qu'à se coucher devant les superprofits des multinationales en amont ! De même la lutte contre la vie chère doit se combiner avec la lutte pour la production locale, en faisant en sorte que cette production locale ne soit pas elle-même soumise à la dictature pas moins féroce de la pwofitasyon « locale ». L'objectif est de réduire la dépendance extrême d'aujourd'hui sans donner un coup de pouce à une autre cherté de la vie.

5. Ce programme, à mille lieues de la « loi Lurel » suppose débat dans la population et retour à la mobilisation !

MISE AU POINT

Quelques idéologues de la libre concurrence ont prétendu que c'est à cause du mouvement de février 2009 que l'on a abouti à une plus grande concentration du grand commerce par les fermetures de Cora et Leclerc, éliminés par la grève.

Or, le groupe Lancry n'a pas eu besoin de février 2009 pour perdre l'enseigne Leroy Merlin, tout comme Roseau avait abandonné le Rond-Point il y a des lustres etc. (Dans ce dernier cas, on se demande à quoi sert la commission d'urbanisme commercial qui autorise trois hypermarchés à moins de 5 minutes de distance).

Les penseurs de « Contact-Entreprises » oublient aussi les centaines de petits commerces évincés en quelques décennies. Fantômes sans doute...

LE COMBAT DU SIÈCLE DE Raymond OCCOLIER

Le maire PS du Vauclin rue dans les brancards. Il s'insurge. L'arène, c'est le petit écran de la télé publique. Jurant ses grands dieux, le voici en croisade, prêt à laisser sinon sa peau, du moins, si nécessaire, son poste de maire, ce qu'à Dieu ne plaise, tout de même ! L'objet de son courroux mérite un tel sacrifice, léger à ses yeux, au regard des enjeux. Mais comme sa défaite sur le sujet a tout de la défaite annoncée, nous sommes curieux de voir la suite.

N'allez tout de même pas croire que le sujet ce soit le sort de l'hôpital public en Martinique, ni la perspective de la signature par les parlementaires PS et UMP du pacte européen Merkel/Sarkozy (voir article plus loin), ni la situation de l'emploi ou la vie chère. Sur tout ça notre chevalier se pense sans doute impuissant.

Non, ce qui lui redonne énergie et bravoure c'est la lutte contre le mariage homosexuel. AH ça non ! Raymond pour s'y opposer est prêt à remuer ciel et terre. Au ciel il promet la fidélité sans faille aux desseins du très haut (mais qu'en sait-il vraiment notre bon maire ?). Sur terre, il prône l'œcuménisme pour cette grande cause : interdire aux gays et lesbiennes le droit de se marier si ça leur chante.

Chrétiens, Juifs, Musulmans, tous unis contre l'horreur. Au nom de quoi ? Au nom, nous dit Raymond Occolier des lois naturelles qui régissent le monde animal. Interdisons, nous dit-il, aux humains le droit de faire autrement que les malkochon, seul modèle acceptable à ses yeux en la matière !

Maniant la dialectique avec maestria, le maire ajoute : je ne suis pas contre la liberté des homosexuels de s'exprimer mais je revendique le même droit pour prôner l'interdiction du mariage !

Difficile de ne pas penser que cette agitation occolienne vise à détourner la galerie de son incapacité, à lui et à ses ami-e-s politiques de poser sérieusement les vrais problèmes de la population, de défendre les vraies revendications, de mener les vraies luttes pour les vraies solutions !

On aimerait tant voir chez lui une égale colère pour ces sujets !

Ph.P-Ch.

HORIZON SOMBRE POUR LES BRÛLÉS

Montagne pelée, usines de production d'énergie électrique, raffinerie, usage courant du gaz domestique, autant de facteurs qui rendent opportune l'installation d'un centre de soin à l'usage des brûlés (brûlures légères) et des très grands brûlés (à partir de 50%).

Le rôle d'un encadrement politique et administratif devrait être de prémunir la population contre les risques exceptionnels ou quotidiens découlant de cette situation. Or force est de constater qu'il n'en est rien puisque loin de se diriger vers une amélioration de l'existant, on s'oriente vers une diminution, sinon une disparition pure et simple, ceci en dépit de la présumée rationalisation résultant de la fusion des trois entités hospitalières débouchant sur « le grand CHU de Martinique ».

Les causes du découragement et de la démission du promoteur historique de la « brûlologie » martiniquaise, le D^r Chatot-Henry, sont sans ambiguïté : « *Avec les fusions, la filière que j'ai bâtie tout au long de ces 20 années n'est plus aussi efficace. J'ai donc décidé d'arrêter.* » (France Antilles du 25/09/2012).

Renseignement pris, le service prenant en charge les brûlés était qui se trouvait au CHU de Fort-de-France a été intégré au centre de chirurgie réparatrice CHU de Mangot-Vulcin. Cette mutualisation des moyens qui devait logiquement apporter une amélioration théorique se traduit en son contraire puisque l'opération entraîne une pénurie d'équipements et de personnels.

Outre ces restrictions suffisantes pour rendre vains les efforts des soignants, la situation est aggravée par problèmes d'organisation et de collaboration entre services. Selon un membre de l'équipe : « *Il y a des problèmes entre le service de réanimation du CHU (qui accueille normalement les plus gros brûlés) et nous. Aujourd'hui, la »réa« ne veut plus recevoir ces patients.* » (France Antilles du 25/09/2012).

Les réactions de l'administration sont suffisamment abstraites pour justifier les craintes des brûlés tout comme de leur association. On s'oriente vers des solutions boiteuses. Les soins quotidiens pour brûlés légers mal assurés par des non spécialistes ; les cas plus graves nécessiteront le transfert vers des hôpitaux extérieurs. En même temps, Marisol Touraine, recherchant des solutions pour résorber le déficit de la sécurité sociale préconise la proximité des soins... Ou bien ils font exprès, ou alors ils s'en foutent !

Correspondant

ÉPANDAGE AÉRIEN : IMPOSER ENSEMBLE UNE ALTERNATIVE !

On reste éberlué devant ce paradoxe : la population s'exprime contre. L'Europe interdit et la dérogation « spécial colonies » continue. Le président de la chambre d'agriculture, Louis-Daniel Berthome, défenseur embarrassé de la dérogation s'empêtre dans ses contradictions. Dans une phrase il dit qu'il n'y a aucun danger. Deux ou trois phrases plus loin il concède : si on pouvait faire autrement, on le ferait ! Et pourquoi faire autrement s'il n'y a pas de problème ?

Quand on s'interroge sur les raisons de cet affront durable au principe de précaution, à la santé avérée, à la tranquillité de la population, on ne trouve,

à part le mépris habituel pour les colonisés que les éléments suivants :

1. Il y a trop longtemps que nous subissons sans réagir assez fort ;

2. L'accent n'est pas assez mis sur les alternatives ;

3. La protestation n'est pas suffisamment unitaire.

Sur ce dernier point, il ne s'agit pas principalement de l'unité entre Martinique et Guadeloupe qui ne pose aucun problème si on s'y met mais bien du retour aux habitudes du chacun de son côté qu'on avait victorieusement battu en brèche en 2009. Avec la baisse de forme du Collectif du 5 février - nous y reviendrons - les dossiers ne sont plus trop abordés comme des causes communes appelant mobilisation et action coordonnée. Ceux d'en face le voient aussi bien que nous. Sur les alternatives, on aurait tort de n'aborder que l'aspect technique : les rythmes en la matière ne correspondent pas à l'urgence. Il faut oser réclamer un autre modèle agricole et la mise en place immédiate d'un plan dont la mise en œuvre ne peut être que progressive. Banane biologique, agriculture vivrière, doivent devenir la norme, l'autre banane devenant une culture résiduelle, remplacée le plus rapidement possible.

Cela pose immédiatement la question cruciale : qui décide ? Tant qu'on ne fera pas une entorse aux règles sacrées du capitalisme, on piétinera. Même si on ne veut pas passer immédiatement à la réforme agraire, il faut décréter le contrôle populaire et citoyen sur l'utilisation des terres et donc imposer un système de culture et une organisation correspondant aux intérêts démocratiquement définis de la population sur le plan économique, social, sanitaire, écologique.

Nous ne doutons pas de l'arrêt inévitable de cet épandage criminel, mais le plus tôt sera le mieux, avec une alternative positive !

GLORIYE SEPTANM 70 : UN SUCCÈS !

Les organisations GRS , OPAM, PKLS, UFM avaient décidé d'évoquer ensemble cette page glorieuse de notre histoire, pour contribuer à la faire connaître, honorer la mémoire des combattant-e-s et martyrs, faire le lien avec les luttes d'aujourd'hui. Le MPREOM, non signataire de l'appel, mais solidaire, participa à l'action.

Ce fut aussi pratiquement le cas de Robert Sae et du Kolé têt kolé zépol (qu'il anime depuis sa séparation des dirigeant-e-s du CNCP). Le secrétariat général de la CDMT, malgré sa sympathie pour l'initiative, ne put s'y associer faute de temps pour organiser une participation significative.

Le succès fut au rendez-vous. Une bonne couverture médiatique avec de nombreux passages de Gilbert Pago, reconnu à juste titre comme l'historien de cette insurrection, facilita le travail de préparation : tracts unitaires, suppléments gratuits de RS.

Le premier moment de cette mobilisation n'avait pas l'ambition de rassembler les foules mais de faire un premier marquage. Une quarantaine de camarades rebaptisa l'ex rue Blénac en « rue des insurgé-e-s de 1870 ». Hé oui, Blénac le fondateur de la ville capitale (au fait : « Qui a construit Thèbes ? » demandait ironiquement Berthold Brecht ! Et nous répondons, chez nous : ce sont les

esclaves qui ont fondé Fort-de-France, assaini les marécages et payé cher en vies humaines pour le faire), Blénac donc fut d'abord un digne soudard du colonisateur dont la main ne trembla pas pour faire exécuter des esclaves en révolte contre les mauvais traitements. Nous n'effacerons pas Blénac de l'Histoire, mais nous décidons librement de choisir celles et ceux que nous voulons honorer. Voilà le sens simple de l'opération qui paraît-il aurait indigné Roland Laouchez qui nous suggère une autre méthode pour changer le nom des rues. Petite question : que ne l'applique-t-il pas lui-même grâce aux moyens non négligeables que lui donne sa télé ?

Après cette action symbolique et les prises de parole de J.P. Etilé, G.Pago, G.Arnauld, nous avons occupé la rue avec une retraite aux flambeaux jusqu'aux stèles érigées non loin du Polygone de tir où furent fusillés nos valeureux ancêtres. Nouvelles explications et émouvante prestation d'artistes.

Deux jours après le 22 septembre, à la salle Frantz Fanon de l'Atrium, ce fut, de l'avis unanime, une manifestation inoubliable dont plus de 300 personnes ont bénéficié. La salle bondée ne put contenir les retardataires qui durent assister debout. Interventions politiques des organisateurs, présentation historique, débat nourri avec le public furent entrecoupés de parties artistiques de grande qualité.

En clôture, le premier chant authentique connu sur cette page d'histoire (*La divinité*) fut chanté dans sa version originelle non détournée, par la chorale de l'union des Femmes de la Martinique.

La soif de connaissances sur notre passé, élément important du sentiment national, s'exprima largement et ne put être bien sûr que très partiellement mais brillamment apaisée. À la sortie, tous les livres de Gilbert Pago amenés en table de littérature se sont volatilisés < ;

Le rendez-vous n'est pas pris pour l'année prochaine. Il est pris pour les jours prochains : le meilleur hommage à celles et ceux qui ont fait le sacrifice suprême pour conquérir le droit de vivre dignement, c'est de continuer leur combat, ici, maintenant !

INTERVENTION DU GRS AU MEETING UNITAIRE DU 22 SEPTEMBRE

Impossible de commencer ce message sans une pensée pour un camarade qui il y a trois ans encore tenait meeting avec nous sur ce même thème à la maison des syndicats, Ti-jo Mauvois !

Malgré l'immense travail des historiens, en particulier les recherches passionnées de Gilbert, beaucoup de connaissances nous manquent encore. Que lisait l'instituteur Vilar ? (*Le Manifeste* de Marx-Engels, de 1848 était encore peu connu !) Que disaient-ils dans les réunions secrètes des cercles d'insurgé-e-s ? Ont-ils/elles eu des disciples dans les décennies qui ont suivi ? Quels rapports vraiment entre les chefs et les masses ?

On en sait peu et il est inutile d'ajouter la légende à l'Histoire ! Les légendes nous égarent alors que l'histoire doit nous éclairer pour les combats d'aujourd'hui.

L'histoire, de Septembre 1870 est déjà, en elle-même, suffisante pour nous exalter ! C'est le mouvement social et politique le plus radical de tout notre passé : par le nombre des combattant-e-s et sympathisant-e-s, par le niveau d'affrontement dans cette lutte à mort, par le caractère global de la contestation du système en place, par la frayeur des Dominants et la férocité bestiale de la répression ! Gloire éternelle à celles et ceux qui ont osé si vaillamment ! Sur notre drapeau il y aura

toujours une goutte de sang des martyrs de 70 !

Aujourd'hui, la tâche n'est de faire ni un nouveau Septembre 70 ni un nouveau 22 mai 1848. Mais nous avons des leçons à tirer : sur le caractère central de la revendication de la terre, rien n'a changé sinon que la question est devenue plus aigüe ; sur le lien étroit entre la question de la dignité, du racisme et celles des institutions (justice, État, municipalités..) ; sur le caractère décisif de la participation populaire (dans tous les grands mouvements de notre histoire le nombre a submergé les équipes dirigeantes aussi fondamental soit le rôle de celles-ci) ; sur la place déterminante que doit tenir, pour la victoire, le mouvement prolétarien.

Cantonnée pour l'essentiel au sud du pays, la révolte n'a pas été coordonnée avec le petit peuple de Saint-Pierre et Fort-de-France dont l'organisation n'existait pas en tant que telle. Retenons aussi l'importance du contexte international : la défaite française à Sedan et la proclamation de la République ont été des éléments clés dans la dynamique du mouvement malgré l'éloignement et l'absence totale de liens. On pourrait rêver sur ce qu'aurait été la situation si l'insurrection avait éclaté juste quelques mois plus tard lorsque les masses parisiennes de la Commune se lançaient "à l'assaut du ciel".

En ce début du 21^e siècle, il nous reste à mettre la fierté d'hériter de tels aînés au service des luttes d'aujourd'hui, dans le contexte d'aujourd'hui, pour une émancipation aussi nécessaire qu'en 1870 !

COMMUNIQUE DU GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE LES PARLEMENTAIRES MARTINICAIS NE DOIVENT PAS VOTER L'AUSTÉRITÉ !

Le vote de nos parlementaires est souvent passé inaperçu, même lorsqu'il était aussi insolite que celui d'Alfred Marie-Jeanne votant l'investiture ou le budget de tel ou tel gouvernement réactionnaire, ou celui de tel ou tel autre élu s'abstenant sur des questions nous concernant directement.

On a même jadis très peu commenté le silence distrait de tous lorsque passait une loi aussi incongrue que celle sur « le rôle positif » de la colonisation. Ce manque d'intérêt peut sembler conforme au large taux d'abstention lors des élections législatives mais cadre mal avec la fièvre qui s'empare des états-majors et de quelques autres lors des dites élections !

En sera-t-il de même à l'occasion du vote sur la ratification du fameux traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) concocté et signé par Merkel et Sarkozy ? Ce traité prévoit entre autres contraintes, l'obligation pour tous les États de l'Union européenne de rester en deçà d'un déficit de 0,5% de leur Produit Intérieur Brut structurel, la résorption sur vingt ans de l'énorme dette publique (1800 milliards d'euros pour la France) au rythme moyen de 5% l'an (des dizaines de milliards d'euros par an !), l'adoption de « mesures structurelles » sous contrôle de la Commission européenne. En outre, il est prévu que le signataire qui ne respecterait pas ses engagements pourra être sanctionné financièrement sur proposition de la commission européenne et décision de la Cour de justice européenne !

Il s'agit donc de faire de l'austérité qui sévit déjà en Grèce, en Espagne, au Portugal et dont les premiers signes sont déjà largement présents en

France et aux colonies une règle constitutionnelle. L'austérité perpétuelle pour tous, en quelque sorte !

Il est bien évident que de telles exigences interdiront de trouver l'argent pour sauver l'hôpital public martiniquais en perdition, créer des emplois, remplacer les fonctionnaires et agents publics partant à la retraite, donner à l'école les moyens de réduire l'échec scolaire, etc.

L'objectif est clair pour les ultra-libéraux de droite comme de gauche molle : saper les bases du service public pour lui substituer l'initiative privée jugée contre toute évidence comme plus efficace.

La tentation de procéder au transfert de la gestion du Registre du Commerce et des Sociétés, du greffe du Tribunal de Grande Instance à des « professionnels libéraux », après l'asphyxie de ce service par manque de locaux et de personnel, est une illustration des plus éclairantes de cette politique. Cette privatisation d'un service judiciaire qui priverait l'État de ressources au profit de quelque officine parasitaire est encore à l'ordre du jour lors même que le président de la CCIM de Martinique - tout comme ses homologues de Guadeloupe, Guyane et Réunion - préconise la gestion du RCS par sa chambre consulaire qui en a les moyens. *

Si bien que voter cette ratification et voter ensuite les budgets qui en découlent, c'est donner une caution pure et simple aux restrictions à venir. Ce serait alors un incroyable double langage, un véritable non sens que de protester après contre la ruine de la santé et des services publics.

En Europe, la colère monte contre cette politique scélérate et de surcroît susceptible d'aggraver sérieusement la crise. Même dans la majorité de Hollande, des voix s'élèvent pour réclamer de ce dernier qu'il respecte ses engagements de refuser de ratifier un tel traité. Le peuple martiniquais n'a pas pour l'heure repris le chemin de 2009, mais se sent souvent solidaire du réveil des travailleurs, des travailleuses et des jeunes sur les places et dans les rues d'ici et de là. Les parlementaires martiniquais n'ont pas à tergiverser : C'EST NON !

Fort-de-France le 28 septembre 2012

** Cette tentative du gouvernement Fillon de privatiser le RCS, a connu un premier avatar puisque le sénat dans sa séance du 26 septembre 2012*

a adopté un amendement visant à en confier la gestion à la chambre de commerce. Ce vote acquis en dépit de l'avis défavorable du rapporteur (PS), T.

Mohamed Soilini invoquant la probable non conformité avec la réglementation européenne entre autre, donne satisfaction à tous les présidents des chambres des DOM. Il faut toutefois remarquer que si cette disposition était confirmée par un vote des députés, elle consacrerait une énième démission de l'Etat qui se débarasse d'un service qu'il a au préalable privé de moyens matériels et humains depuis des lustres, en défaveur des usagers. A quand les cartes grises et les prisons privées ???

NOTES SUR LA SITUATION EN SYRIE

La complexité de la situation en Syrie et dans toute la région ne doit pas conduire les progressistes au silence, ou pire à détourner les yeux. Faire l'effort de s'informer, de comprendre, d'exprimer sa

solidarité.

1 . L'enjeu de l'information est décisif. Alors que certains parlent de « surinformation », force est de constater que la surimposition médiatique ne signifie pas nécessairement un accès facile à des informations fiables. Multiplier les sources, exercer son esprit critique, sa capacité au besoin de rectifier ses analyses, sont devenus un sport indispensable quand on sait le poids des manipulateurs de l'opinion, des menteurs professionnels, en particulier mais pas seulement, dans les médias tenus par la bourgeoisie mondiale.

Pourquoi cette rage contre Assange et Wikileaks ? parce qu'ils ont mis dehors des informations dont la connaissance met sérieusement en difficulté les Dominants et dont certaines auraient pu, par exemple, rendre beaucoup plus difficiles des crimes abominables comme la « guerre du golfe » contre les prétendus « armes de destructions massives de l'Irak ».

Aujourd'hui il est clair que le tapage sur l'Iran et son programme nucléaire combiné avec le silence pesant sur l'arme nucléaire d'Israël !- relève d'une manipulation comparable.

2. Dans la bataille pour y voir clair, la naïveté à l'égard des bourgeoisies nationalistes - arabes ou autres- n'est pas un meilleur conseil !

Si on ne veut pas se mettre sous l'éclairage de Lénine, de Trotski sur cette bourgeoisie, on a le choix de se reporter à Che, à Gunder Frank... Et si ça ne suffit pas, on a encore les pages lumineuses et terriblement actuelles de F. Fanon sur les risques que l'on court à se mettre derrière le drapeau de cette bourgeoisie là. Beaucoup d'erreurs dramatiques sur Saddam Hussein, sur Kadhafi deuxième période et aujourd'hui sur les dictateurs au pouvoir en Iran ou en Syrie auraient été évitées. L'« antiimpérialisme » supposé de ces dirigeants est non seulement parfaitement réversible mais encore totalement compatible avec l'oppression féroce et parfois sanguinaire des masses de leurs propres pays.

3. Lorsqu'on a une faiblesse sur les principes théoriques, il reste à tout progressiste au moins un recours : le principe éthique de se demander où sont les masses ? quel sort leur fait on ? comment réagissent elles ? Ontelles des représentants. Ce faisant, on n'aurait pas par exemple manqué de s'interroger sur la réalité de l'observatoire syrien des droits de l'homme.

Le complément de ce type de réflexes salutaires, c'est justement de chercher le contact avec les révolutionnaires qui se battent et font de lourds sacrifices au sein de ces masses. Que des chefs d'État progressistes, je pense par exemple à Hugo Chavez, oublient cette méthodologie et se déterminent sur la seule base de ce qu'ils croient être l'intérêt immédiat de leurs pays est déjà bien regrettable, mais que dire lorsque ce sont des militantes et militants sans l'ombre d'une responsabilité étatique qui se mettent à faire silence sur les massacres bien réels conduits par le président Afez el

Asad pour réserver la diabolisation à la seule armée lui faisant face ?

Ce soutien détourné revient en fait à prendre position contre un peuple qui avec une abnégation impressionnante se jette jour après jour dans la rue, sans armes, au prix en une année de 27.000 morts pour crier son rejet de l'oppression. Que les chefs de l'« armée syrienne libre » soient un conglomérat insolite d'Islamistes, de Pro- « occidentaux », de transfuges du régime, de victimes du système honni ne change rien à la réalité d'un combat qui a commencé bien avant que la dite armée ne cherche à le confisquer. Que l'impérialisme (qui bien souvent a été allié à ce type de régimes) s'en détourne pour des raisons fort éloignées des « droits de l'Homme invoqués » ne supprime pas pour autant la légitimité du combat des masses et l'obligation à la fois éthique et politique que nous

avons d'être de leur côté.

4. La rencontre, à l'université d'été du NPA de France de Shadi Abu Fakher, l'un des fondateurs de l'une des nombreuses coordinations de quartiers, de villes, de régions que le peuple syrien se donne et qu'il renouvelle sans cesse depuis plus d'une année nous a amplement conforté dans la conviction qu'il faut combattre le régime et rejeter en même temps toute intervention impérialiste.

Il faut regretter que le mouvement prolétarien mondial ne soit pas plus fort, plus coordonné, plus solidaire pour aider les masses du pays à sortir de leur situation d'otage entre des forces peu soucieuses de leurs intérêts fondamentaux. Mais pour aller dans cette direction, la condition première est la lucidité aussi bien face au régime que face à ses adversaires impérialistes du moment.

LDB

« LE CHANGEMENT C' EST MAINTENANT » DIT-IL, MAIS « MAINTENANT »... C'EST QUAND ?

La rentrée est marquée par la fusion des éléments sociaux et politiques de la situation. Cet entremêlement s'explique par deux faits : l'arrivée d'un nouveau gouvernement prometteur du « changement maintenant » et la persistance d'une crise dont certains annoncent périodiquement la fin prochaine depuis son éclatement en 2008.

Comme les autres, ce gouvernement n'a le choix qu'entre deux positions : soit se soumettre à la logique capitaliste et essayer de restaurer les profits de ses maîtres en pressurant encore plus les masses laborieuses, soit au contraire prendre maintenant des mesures en faveur des victimes et de la société toute entière en s'appuyant sur sa mobilisation contre les Dominants.

La première option, mise en œuvre en Grèce, en Espagne, au Portugal, etc. impose aux peuples une régression sociale énorme sans rien résoudre de la crise, au contraire. La seconde n'est pas dans les cartons du gouvernement qui, il faut le reconnaître, ne l'avait jamais promis.

Le « maintenant » du fameux slogan sera la saint glin-glin sauf si le peuple s'en mêle et descend dans la rue sur la base d'un programme anticapitaliste de survie.

Trop liée au monde des puissants, la coalition PS / Les Verts qui dirige la France a déjà mangé son pain blanc avec quelques mesures symboliques et homéopathiques : des créations de postes sont annoncées et commencent dans les secteurs de l'École, de la Police, de la Justice (mais dans ces trois secteurs les syndicats critiquent l'insuffisance) ; la retraite est repassée à 60 ans, mais pour les salariées ayant eu une longue carrière stable (denrée plutôt rare chez nous) ; on annonce 75% d'impôts sur les revenus dépassant le million d'euros mais cela touche les revenus du travail, pas ceux du capital et ce pourcentage ne concerne que la tranche supérieure au million.

Avec la signature programmée du Traité de stabilité européen de Merkel/

Sarkozy nous arrivons au cœur de la politique de Hollande. Et ça commence par un reniement : ce traité avait été dénoncé pendant toute la campagne électorale comme injuste et inefficace. Cette signature sera l'inauguration d'une politique d'austérité « de gauche » pour relayer l'austérité de droite du gouvernement battu dans les urnes.

Le patronat a bien compris le message et ne se gêne pas pour pousser l'avantage par une série de plans sociaux scélérats. Face à cela Arnaud Montebourg amuse la galerie par une gesticulation aussi brouillonne qu'inefficace

Une sinistre répartition des rôles se déploie : les capitalistes cognent et le gouvernement anesthésie, où cherche à le faire n'étant pas encore capable de s'y mettre comme en Grèce ou en Espagne. Pourtant si on veut bien lire entre les lignes, l'avertissement est là : « le gouvernement n'envisage pas de hausse globale de la T.V.A. à ce stade ». Traduction : il envisage des hausses partielles pour bientôt, en attendant de faire mieux, c'est-à-dire pire si ça passe. Or nous savons que la T.V.A frappant les pauvres au même taux que les riches est un impôt injuste.

Ayrault martèle : il n'y aura pas de hausse de la TVA au le budget 2013. Et après cette date ? Ce n'est pas parce que la droite et les marchés poussent de hauts cris qu'il faudrait prendre la politique du pouvoir comme une politique de gauche !

Les emplois de la fonction publique continuent d'être supprimés dans les administrations des finances, de l'écologie, de l'agriculture.

Comme toujours nous sommes impactés par la politique du pouvoir et même des mesures symboliques ne sont pas prises : ainsi en va-t-il de la reconnaissance pleine et entière du fait syndical propre aux dernières colonies
!

Nous n'avons qu'un choix devant nous : résister ! préparer les conditions de nouvelles luttes.

PRÉSIDENTIELLES AUX USA, CRUEL DILEMME POUR LES MASSES...

Il y a quelques temps encore, la vidéo du président des Etats-Unis d'Amérique, Barack Hussein Obama, écrabouillant une mouche sur la manche de son costume, a fait en un éclair le tour du monde. Toutes proportions gardées, l'événement survenu au cours d'une interview télévisée en direct suscita un intérêt au moins aussi important que l'opération baptisée « Neptune's spear » visant à l'assassinat de Ben Laden par les tueurs du président des USA, via FBI, CIA et autres forces spécialisées dans le crime d'État.

Autant notre répugnance pour le terrorisme est clairement proclamée, autant nous ne saurions fermer les yeux sur des opérations criminelles qui, sous prétexte de légitime sanction émanant d'un gouvernement, donnent lieu à des opérations d'autant plus condamnables qu'elles sont diligentées par des États se réclamant hypocritement des grandes valeurs universalistes, du Droit, de la Morale, voire même de la Religion chrétienne dont le commandement « Tu ne tueras point » est pourtant sans ambiguïté.

Si nous commençons par l'évocation de ce consternant épisode de la mandature de B.H. Obama, ce n'est pas qu'il nous apparaisse le plus grave, mais plutôt parce qu'il montre de façon limpide l'alignement de ce dernier sur certaines pratiques de ses prédécesseurs les plus dédaigneux vis-à-vis du droit international et de la dignité humaine. Sur le fondement de quel principe juridique le président des USA s'autorise-t-il à organiser la froide mise à mort d'un homme réfugié dans un État étranger souverain, fût-il lui-même un ennemi déclaré des valeurs fondamentales de l'humanisme élémentaire ? Du droit du plus fort assurément, c'est-à-dire d'un droit régissant les rapports sociaux dans les sociétés les plus barbares et arriérées, aux antipodes des prétentions solennellement affirmées des présents maîtres du monde.

Certes, il ne nous échappe pas que la mise en scène du western de Bilal n'avait d'autres objectifs que d'enjoliver quelque peu le dossier d'une politique internationale empêtrée dans un projet insensé de domination du monde, ce qui ne la rend pas pour autant plus légitime ni plus honorable, loin de là. Paradoxalement, cette faute morale ne devrait même pas peser négativement sur les destinées électorales du candidat démocrate. Il en est sans doute de même du reniement dans les faits de la promesse concernant l'existence de la base de Guantanamo sur lequel la majorité des traumatisés du drame du 11 septembre 2001 jettera le voile de l'oubli. Le silence valant approbation, la peine de mort (528 exécutions entre 2002 et 2011) et le flou sur le lancinant problème la prolifération des armes à feu (24 tués par arme à feu chaque jour) vont dans le même sens opportuniste : celui qui consiste à flatter les travers bien critiquables d'une société étasunienne encore imprégnée des violences d'une sanglante gestation.

En effet, autant le montage du 2 mai 2011 est critiquable en soi, autant il est certain qu'il paraîtra comme un geste fort aux yeux d'une proportion significative de l'électorat étasunien, plus sensible aux arguments frappants qu'aux subtilités juridico-diplomatiques. Et si la côte de popularité préélectorale d'Obama est d'une inquiétante atonie, au point que les grands architectes de l'opinion publique sonnent chaque jour son glas présidentiel, c'est pour d'autres raisons.

Il n'est pas douteux que la mobilisation qui fut suffisamment puissante pour concrétiser le rêve impossible de l'élection d'un afro descendant au sommet du pouvoir dans le berceau du Ku Klux Klan est largement ébranlée par les chocs répétés des espoirs déçus.

D'abord pour les plus démunis qui avaient cru que « Yes, we can » signifiait qu'avec Obama à la direction des affaires, ils auraient pu affronter victorieusement les prédateurs de l'argent organisé qui prospèrent en les jetant dans la rue sans aucune perspective. Or, loin de livrer bataille en faisant appel à ceux qui l'avaient élu, le beau parleur ne fit autre chose que se prosterner aux pieds des usuriers, moyennant quelques rodomontades de pure forme, et bien sûr sans aucunement les inquiéter. Ce faisant, le candidat d'une rupture espérée se montra plus pusillanime que bien des prédécesseurs que l'on ne pouvait guère soupçonner de penchants communistes.

Même Lindon Baines Johnson, le bourreau du peuple vietnamien, défia ses adversaires politiques en faisant appel à l'opinion contre eux, afin de mettre en œuvre une politique intérieure moins brutale à l'égard des couches défavorisées. Même John Kennedy qui fut à deux doigts d'ouvrir le feu nucléaire sur Cuba, tenta de mettre hors circuit la mafia des banques en restaurant le monopole de l'État fédéral sur la création du dollar - mesure que L.B. Johnson s'empessa prudemment d'annuler aussitôt après l'assassinat de JFK le 22 novembre 1963 -, comme l'avait fait avant lui Abraham Lincoln pour financer la guerre de sécession avec les illustres « green backs » (dos verts), les billets verts fédéraux.

La difficile bataille pour la protection sociale et la santé publique ne saurait faire oublier les

millions de licenciements dans le privé, et pire encore, dans le public même, aussi bien au niveau de fédéral qu'à celui des États aux caisses rendues exsangues par l'avidité de banques assoiffées de richesse sans cause. Le coût croissant des études universitaires et le délabrement de l'enseignement public ont fait sans surprise le lit brodé de billets verts des établissements privés florissants dans le cadre d'un prétendu marché libre.

La ruine des millions de foyers démantelés par les saisies, expulsés de leurs domiciles impossibles à payer, le dénuement de millions d'autres chassés de l'entreprise par les délocalisations et les licenciements financiers, tous forcés de loger dans leurs caravanes de fortune s'ils en ont une, quand ce n'est pas dans leur vieux véhicule ou sous une tente, complètent le désolant tableau.

Les mesures électoralistes - par essence temporaires - en faveur des jeunes hispaniques (pouvant obtenir permis de travail moyennant finances et carte de sécurité sociale) ne feront guère oublier les expulsions massives d'immigrés et de sans-papiers (plus massives que sous GW Bush) ayant marqué les quatre années du premier président de couleur. Si l'on ajoute à ce bilan partiel les plus de soixante quinze mille « boys » au moins, « morts pour la patrie » entre l'Irak et l'Afghanistan, sans oublier les dizaines de milliers de manchots et d'unijambistes et autres éclopés physiques ou mentaux victimes d'une guerre cruelle, voilà qui n'est guère de nature à soulever l'enthousiasme populaire pour le président sortant. Pas plus que pour son adversaire républicain faut-il dire.

Pourtant, le programme de Mitt Romney, à qui les sondages donnent un certain crédit constitue une chance pour ce Obama, tant il apparaît outrancièrement réactionnaire et provocateur. Soutenu officiellement par les rétrogrades excités du mouvement « Tea party », le mormon pratiquant prend le contre-pied systématique de tout ce qui peut apparaître comme un semblant d'avancée sociétale : droits des femmes en général, liberté de l'avortement, mariage homosexuel, etc. En outre, la trajectoire est les options personnelles du candidat de la droite étasunienne en font le parfait repoussoir de nature à sauver son adversaire.

En économie, son programme est du plus classique ultralibéralisme : réduire de façon drastique l'intervention de l'État en commençant par le priver de moyens en réduisant les impôts pour les entreprises comme pour les particuliers ; mettre à sac les budgets sociaux (aides aux personnes âgées, système de santé, constructions de logements accessibles aux familles modestes, financement de l'éducation et de la recherche etc) ; baisser les salaires dans le public comme dans le privé ; réduire les effectifs de la fonction publique jugée improductive ; s'attaquer au droit du travail et aux droits syndicaux en particulier. Sa position est résumée dans une déclaration dont il reconnaît la paternité et qui se passe de tout commentaire : « 47% (des Américains) voteront pour le président (Barack Obama) quoi qu'il arrive. Il y a 47% des gens qui sont avec lui, qui dépendent du gouvernement, qui pensent qu'ils sont des victimes, qui pensent que le gouvernement doit s'occuper d'eux, qui pensent qu'ils ont le droit d'avoir accès à une couverture santé, à de la nourriture, à un toit, à tout ce que vous voulez. Ces gens pensent » que c'est quelque chose qui leur est dû. Que le gouvernement devrait le leur donner. Et ils voteront pour ce président (Obama) quoi qu'il arrive. Ce sont des gens qui ne paient pas d'impôts ».

En conclusion, la différence de degré et non de nature entre les options des deux candidats montre bien que le choix des électeurs n'en est pas vraiment un puisque aucun n'a l'intention de mettre en danger l'essence du mal qui ronge la planète, à savoir l'asservissement aux lois dites hypocritement du marché, c'est-à-dire au système capitaliste, même s'il n'y a pas que cela. Mais, les oracles disent que le second mandat de Barack Obama ne saurait être pire que le premier.

À voir...En tout état de cause, la sauvagerie policière exercée à l'encontre des manifestants

pacifiques de « Occupy Wall Street » aux portes du sanctuaire de la finance parasitaire lors du récent anniversaire de leur mouvement, laisse augurer de sa détermination à défendre les intérêts de ses impitoyables commanditaires.

Toutefois, la mobilisation de ces intrépides citoyens contre la dictature de l'argent organisé, aussi dangereuse que le crime organisé (dixit Franklin D. Roosevelt, encore un prédécesseur dont l'exemple, quelle que soit la différence de contexte historique, n'aura guère inspiré Barack Obama), fait scintiller une petite lueur. Celle-ci contraste agréablement avec la grisaille d'une campagne dont le bling-bling, le bluff, les mensonges et les millions de dollars dilapidés, constituent en dernière instance des atouts non négligeables. Une avanie qui s'explique en partie par la minceur sur le fond des cloisons entre les programmes de deux candidats acquis aux idéologies libérales et optant pour des choix sociétaux et des méthodes de gouvernement d'une brutalité bien affligeante.

Fort-de-France le 25/09/2012

Max Rustal

P.-S.

* Révolution Socialiste 992 - octobre 2012

RS N° 992 - oct. 2012

Prix : 1euro

REVOLUTION SOCIALISTE

CP N° 57608 - Directeur de publication : Ph. Pierre-Charles

BP 1031 97200FDF Cedex - Site : revolutionsocialiste.com